Conto corrente con la posta

Anno 89° — Numero 158

GAZZETTA UFFICIALE
DELLA
REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA — ROMA - Sabato, 10 luglio 1948 — SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONI DELLE LEGGI - TELEF. 50-139 51-236 51-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 80-033 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 3000 - Semestrale L. 1800
Trimestrale L. 1000 Un fascicolo L. 20
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 1600 - Semestrale L. 1000
Trimestrale L. 600 Un fascicolo L. 20
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

(*Ai suddetti prezzi di abbonamento aggiungere, per tassa erariale, L. 12 per importi fino a L. 2000 e L. 16 per importi superiori*).

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato Libreria dello Stato - Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale" veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso i negozi della Libreria dello Stato in ROMA, Via XX Settembre (palazzo del Ministero delle Finanze); Via del Corso 234 (angolo via Marco Minghetti 23-24); Via Firenze 37 (palazzo del Ministero della Guerra); in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele 3; in NAPOLI, Via Chiaia 5; e presso le Librerie depositarie di Roma e di tutti i Capoluoghi di Provincia.

Le inserzioni nella Parte II della «Gazzetta Ufficiale» si ricevono in ROMA - presso la Libreria dello Stato (Ufficio inserzioni - Via XX Settembre - Palazzo del Ministero delle Finanze). La filiale della Libreria dello Stato in Milano, Galleria Vittorio Emanuele 3, è autorizzata ad accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI

LEGGI E DECRETI

DECRETO LEGISLATIVO 10 aprile 1948, n. 859.

Approvazione del Protocollo addizionale provvisorio agli Accordi commerciale e di pagamento del 2 marzo 1946 e dello scambio di Note fra l'Italia e la Danimarca, conclusi a Roma il 23 maggio 1947.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 4 del decreto-legge luogotenenziale 25 giugno 1944, n. 151, con le modificazioni ad esso apportate dall'art. 3, comma primo, del decreto legislativo luogotenenziale 16 marzo 1946, n. 98;

Viste le disposizioni transitorie I e XV della Costituzione;

Visto l'art. 87, comma quinto, della Costituzione;

Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per gli affari esteri, di concerto con i Ministri Segretari di Stato per il tesoro, per il commercio con l'estero, per l'industria e commercio e per le finanze;

PROMULGA

il seguente decreto legislativo, approvato dal Consiglio dei Ministri con deliberazione del 7 aprile 1948:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data al Protocollo addizionale provvisorio agli Accordi commerciale e di pagamento del 2 marzo 1946 concluso a Roma, tra l'Italia e la Danimarca il 23 maggio 1947 ed allo scambio di Note relative.

Art. 2.

Il presente decreto entra in vigore il giorno della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* ed ha effetto dal 23 maggio 1947.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare come legge dello Stato.

Dato a Roma, addì 10 aprile 1948

DE NICOLA

DE GASPERI — SFORZA — DEL VECCHIO — MERZAGORA — TREMELLONI — PELLA

Visto, *il Guardasigilli*: GRASSI

Registrato alla Corte dei conti, addì 22 *maggio* 1948
Atti del Governo, registro n. 20, *foglio n.* 166. — FRASCA

Protocole provisoire additionnel aux Accords commercial et de paiement du 2 mars 1946 entre l'Italie et le Danemark.

Le Gouvernement Italien et le Gouvernement Danois désireux de développer les relations économiques entre leurs deux Pays, sont tombés d'accord sur les dispositions suivantes:

Art. 1er

En dérogation provisoire aux dispositions des Accords, commercial et de paiement, du 2 mars 1946, et autant que ne seront pas établies en Italie des mesures générales concernant le régime des changes, nécessaires pour un fonctionnement normal du compte de compensation visé à l'art. 4 de l'Accord de paiement susdit, les échanges commerciaux pour les produits soit d'importation que d'exportation, compris dans les listes de contingents ci-annexées, qui substituent celles annexées à l'accord commercial susmentionné, seront admis en régime d'affaires de compensation (« affari di reciprocità »).

Art. 2

Les affaires de compensation seront approuvées d'un commun accord par les autorités compétentes italiennes et danoises et le règlement sera effectué selon les ententes qui auront lieu à ce sujet entre le « Ufficio Italiano dei Cambi » et la « Danmarks Nationalbank ».

Art. 3

Pour les contingents fixés dans les listes de marchandises dont au précédent article 1er, les deux Gouvernements conviennent qu'il ne sera pas autorisé d'exportations ou d'importations contre paiement en devises libres, sauf les ententes particulières qui pourraient être prises par les deux Gouvernements en dérogation à ce principe, au cas d'épuisement des contingents susdit.

Les marchandises non comprises dans les listes de contingents susdites et dont l'exportation est admise selon les dispositions du Pays exportateur, pourront être réglées en devises libres.

En vue de rendre possible une augmentation des courants de trafic entre les deux Pays, des ententes particulières pourront être prises par les deux Gouvernements, pour établir des listes supplémentaires de contingents.

Art. 4

Le compte de compensation dont à l'article 4 de l'Accord de paiement du 2 mars 1946 sera maintenu pour le règlement des échanges de marchandises italiennes et danoises autorisés par l'Italie et respectivement par le Danemark avant la date de l'entrée en vigueur du présent Protocole. Le compte de compensation en question pourra également être utilisé pour le paiement d'importations éventuelles, en dehors des affaires de compensation, de produits italiens en Danemark dont à la liste *A* ci-annexée, jusqu'à la liquidation du desequilibre qui existe actuellement sur ce compte.

Pour ce qui concerne les transferts dont à l'art. 2 *c*), *d*), *e*), *f*) dudit Accord, leur règlement fera l'objet de dispositions spéciales.

Art. 5

Les deux Gouvernements procéderont à la nomination d'une Commission Mixte chargée d'assurer la bonne exécution du présent Protocole. Cette Commission aura notamment pour tâche de soumettre aux deux Gouvernements toute proposition ou suggestion qui sera jugée apte à éliminer les inconvénients et les difficultés qui pourraient surgir dans l'application pratique du présent Protocole.

La Commission se réunira à la demande soit du Président de la Délégation danoise, soit du Président de la Délégation italienne.

En voie ordinaire les chefs des services commerciaux auprès des Représentances diplomatiques des Pays respectifs agiront en représentation de la Commission susdite, en qualité de Délégués.

Art. 6

La validité du présent Protocole Additionnel est établie jusqu'à la date du 31 mars 1948. Le présent Protocole sera ratifié aussitôt que possible en tant qu'il serait nécessaire. Toutefois les deux Gouvernements conviennent de le mettre en exécution à titre provisoire à la date de sa signature.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 23 Mai 1947

Pour l'Italie SFORZA — *Pour le Danemark* TAGE BULL

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

LISTE *A*

LISTE DES MARCHANDISES ITALIENNES A IMPORTER EN DANEMARK

MARCHANDISES		Contingents annuels en tonnes ou en (000) Cour. danoises
Semences d'arbres	Cour.	50
Graines potagères	»	250
Plantes vivantes	»	50
Citrons	»	2.300
Oranges et mandarines	»	700
Cédrats en saumure	»	75
Jus de fruit	»	100
Jus de réglisse	»	150
Racines de réglisse	»	100
Amandes sans coque	»	1.000
Noix, noisettes et noyaux sans coque	»	1.000
Vins et spiritueux	»	1.500
Chanvre brut et chanvre peigné	Tonnes	50
Fils de rayonne	»	550
Fil à coudre	Cour.	200
Fils, ficelles et cordages de chanvre	»	500
Toile de chanvre à voile et à bâche	»	1.500
Tissus de toute espèce	»	6.000
Rubans	»	500
Bas, chaussettes et autres articles confectionnés	»	600
Chapeaux pour hommes et pour dames	»	550
Rognures en feutre, capelines	»	450
Huile d'amandes	»	50
Essence de menthe	»	100
Autres essences	»	100
Pipes	»	75
Ebauches pour pipes	»	100
Sumac	»	50
Extrait de châtaignier	»	100
Boutons	»	500
Celluloïd en plaques, tuyaux, bâtons, fils, etc. et ouvrages en celluloïd, cellophane, galalite, et baquélite	»	600
Produits chimiques, couleurs, etc.	»	1.000
Borax	Tonnes	30
Acide borique	»	50
Acide citrique	»	50
Acide tartrique	»	50
Souffre	Cour.	250
Marbre et albâtre	»	100
Graphite en poudre	»	100
Pierre ponce	»	50
Mercure	»	50
Sel	»	1.000
Produits médicinaux et spécialités pharmaceutiques	»	200
Talc	»	100
Sulfate de baryum	»	100
Crème de tartre	»	25
Eau oxygénée	»	150
Auto-véhicules	»	2.000
Pièces de rechange pour auto-véhicules, motocyclettes et bicyclettes	»	600
Pneus pour auto-véhicules	»	500
Instruments d'optique	»	100
Machines à coudre y compris les aiguilles et pièces détachées	»	1.000
Machines à écrire et pièces détachées	»	1.500
Machines à calculer et pièces détachées	»	500
Machines textiles y compris les machines à coudre industrielles et pièces détachées	»	1.500
Fuseaux, navettes, rouets en bois pour filature	»	500
Roulements à billes et à rouleaux	»	500
Machines-outils et pièces détachées	»	1.000
Autres machines, instruments et appareils	»	2.000
Accordéons, autres instruments de musique et leurs parties	»	100
Bois pour placage	»	150
Verre à lunettes	»	100
Verre technique et verre d'éclairage	»	200
Ouvrages en fer et en métal, y compris les outils, les lames de scie, etc.		1.000
Montures de lunettes	»	100
Dents artificielles, ouvrages en faïence, porcelaine, verre, cuir, etc	»	300
Autres marchandises	»	5.000

LISTE *B*

LISTE DES MARCHANDISES DANOISES A IMPORTER EN ITALIE

N. du tarif italien	MARCHANDISES		Contingents annuels en tonnes ou en (000) Cour. danoises
1	Chevaux	Cour.	1.000
4-5-6-7-19 *a*) e *b*)	Bétail et viande de boeuf	»	2.000
19 *b*) 2	Porcs congelés	Tonnes	1.000
24	Oeufs de volaille	»	100
31	Caséine de lait	»	300

N. du tarif italien	MARCHANDISES		Contingents annuels en tonnes ou en (000) Cour. danoises
ex 33	Poissons d'eau douce y compris les oeufs de truite	Cour.	1.000
ex 33	Poissons de mer frais congelés y compris les filets	»	7.000
34 *a)*	Poissons de mer salés (morue)	»	17.000
76	Semences de pommes de terre	Tonnes	7.000
76	Pommes de terre	»	10.000
129	Saindoux	»	500
396, ex 466	Moteurs Diesel, moteurs à pétrole, moteurs à essence avec accessoires et pièces de rechange	Cour.	300
ex 418, ex 433, ex 434, ex 453, ex 466, ex 567	Machines pour ciment, machines à chaux, avec accessoires et pièces de rechange	»	1.800
—	Autres machines (installations centrifuges, machines pour laiterie, écrémeuses, etc.) et pièces de rechange	»	900
ex 565	Cryolithe	Tonnes	500
ex 565	Pierres « Moler » et silex	Cour.	15
768	Albumines et autres produits de sang	»	100
769	Cholestérine, lécithine, pepsine et peptonine	»	35
782	Produits pharmaceutiques y compris l'insuline	»	200
803 *b)*	Colle de poissons	»	20
ex 806	Peaux brutes pour fourrures	»	200
809 *d)*	Peaux de poissons	»	50
938 *b)*	Boyaux salés	»	500
	Autres marchandises	»	5.000

Le Président de la Délégation danoise au Président de la Délégation italienne

Rome, le 23 mai 1947

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous confirmer que le Gouvernement danois s'engage à examiner les possibilités d'exportation en Italie, au cours de la période de l'Accord, de certaines quantités de beurre et de semence de betteraves à sucre après la récolte de 1947 contre des livraisons de l'Italie de marchandises de correspondante valeur économique.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président de la Délégation danoise
E. BLECHIMBERG

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Le Président de la Délégation italienne au Président de la Délégation danoise

Rome, le 23 mai 1947

Monsieur le Président,

Par lettre en date de ce jour Vous avez bien voulu me communiquer ce qui suit:

« J'ai l'honneur de vous confirmer que le Gouvernement danois s'engage à examiner les possibilités d'exportation en Italie, au cours de la période de l'Accord, de certaines quantités de beurre et de semence de betteraves à sucre après la récolte de 1947 contre des livraisons de l'Italie de marchandises de correspondante valeur économique ».

En prenant acte de cette communication, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président de la Délégation italienne
TALAMO

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Le Président de la Délégation danoise au Président de la Délégation italienne

Rome, le 23 mai 1947

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de Vous confirmer que le Gouvernement danois, dans le but de venir à la rencontre des nécessités du marché italien, s'engage à examiner les possibilités d'exportation en Italie, au cours de la période de validité du présent Protocole, d'un contingent supplémentaire de 500 tonnes de saindoux contre exportation supplémentaire de produits italiens de première importance économique, tels que les fils de coton, le chanvre brut et peigné, les fils de rayonne etc.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président de la Délégation danoise
E. BLECHIMBERG

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Le Président de la Délégation italienne au Président de la Délégation danoise

Rome, le 23 mai 1947

Monsieur le Président,

Par lettre en date de ce jour vous avez bien voulu me faire connaître ce qui suit:

« J'ai l'honneur de Vous confirmer que le Gouvernement danois, dans le but de venir à la rencontre des nécessités du marché italien, s'engage à examiner les possibilités d'exportation en Italie, au cours de la période de validité du présent Protocole, d'un contingent supplémentaire de 500 tonnes de saindoux contre exportation supplémentaire de produits italiens de première importance économique, tels que les fils de coton, le chanvre brut et peigné, les fils de rayonne etc. ».

J'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement italien est d'accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président
de la Délégation italienne
TALAMO

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Le Président de la Délégation italienne
au Président de la Délégation danoise

Rome, le 23 mai 1947

Monsieur le Président,

Me référant aux pourparlers qui ont eu lieu ces jours-ci à Rome, j'ai l'honneur de Vous prier de bien vouloir prendre note que la livraison de marchandises afférant aux affaires de compensation privée qui on été approuvées par les deux Gouvernements, avant l'entrée en vigueur du Protocole Additionel italo-danois signé en date d'aujourd'hui, mais pas exécutées, aura lieu en dehors des contingents prévus par le Protocole susdit.

Je Vous serais obligé si Vous voulez confirmer Votre accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président
de la Délégation italienne
TALAMO

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Le Président de la Délégation danoise
au Président de la Délégation italienne

Rome, le 23 mai 1947

Monsieur le Président,

Par lettre en date de ce jour Vous avez bien voulu me faire connaître ce qui suit:

« Me référant aux pourparlers qui ont eu lieu ces jours-ci à Rome, j'ai l'honneur de Vous prier de bien vouloir prendre note que la livraison de marchandises afférant aux affaires de compensation privée qui on été approuvées par les deux Gouvernements, avant l'entrée en vigueur du Protocole Additionel italo-danois signé en date d'aujourd'hui, mais pas exécutées, aura lieu en dehors des contingents prévus par le Protocole susdit.

Je Vous serais obligé si Vous voulez confirmer Votre accord sur ce qui précède ».

J'ai l'honneur de Vous faire savoir que le Gouvernement danois est d'accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président
de la Délégation danoise
Æ. BLECHIMBERG

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Le Président de la Délégation italienne
au Président de la Délégation danoise

Rome, le 23 mai 1947

Monsieur le Président,

En exécution à ce qui est prévu au deuxième paragraphe de l'art. 4 du Protocole Additionnel entre l'Italie et le Danemark, j'ai l'honneur de Vous confirmer que le Gouvernement italien est d'accord sur ce qui suit:

1) Auprès de la Danmarks Nationalbank sera ouvert un compte spécial en livres sterling, non productif d'intérêts, au crédit duquel sera portée la contrevaleur des montants en couronnes versés conformément à ce qui est prévu à l'alinéa 1) de l'art. 3 de l'Accord de Paiement du 2 mars 1946 en règlement des transferts visés aux lettres *c*), *d*), *e*), *f*), de l'art. 2 dudit Accord.

2) L'Ufficio Italiano dei Cambi utilisera les disponibilités du compte spécial visé au point précédent pour effectuer les paiements en Danemark des transferts visés aux lettres *c*), *d*), *e*), *f*), de l'art. 2 dudit Accord.

3) Les bénéficiaires en Italie des montants crédités dans le « compte spécial » visé au par. 1) précédent seront réglés comme suit:

les 50 % du montant leur revenant seront réglés sur la base du cours officiel entre la lire italienne et la livre sterling, tenant compte du quota additionnel prévu par le Décret italien du 4 janvier 1946, n. 2;

le restant 50 %, dont le montant en devise doit être affecté aux comptes valutaires 50 %, sera réglé par l'Ufficio Italiano dei Cambi sur la base du cours libre de la livre sterling (cours d'exportation) en vigueur à la Bourse de Rome le jour précédent la date dans laquelle l'Ufficio Italiano dei Cambi dispose le paiement en faveur du bénéficiaire.

4) La même procédure que celle prévue au point 3) précédent sera appliquée aux versements des débiteurs italiens à transférer aux ayant droit en Danemark à travers le compte spécial susmentionné.

Si le Gouvernement danois est d'accord sur ce qui précède, la présente Note et la Note de réponse que Vous voudrez me faire parvenir à ce sujet seront considérées comme un accord passé en la matière entre les deux Gouvernements.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président
de la Délégation italienne
TALAMO

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Le Président de la Délégation danoise
au Président de la Délégation italienne

Rome, le 23 mai 1947

Monsieur le Président,

Par lettre en date de ce jour Vous avez bien voulu me faire connaître ce qui suit:

« En exécution à ce qui est prévu au deuxième paragraphe de l'art. 4 du Protocole Additionnel entre l'Italie et le Danemark, j'ai l'honneur de Vous confirmer que le Gouvernement italien est d'accord sur ce qui suit:

1) Auprès de la Danmarks Nationalbank sera ouvert un compte spécial en livres sterling, non productif d'intérêts, au crédit duquel sera portée la contrevaleur des montants en couronnes versés conformément à ce qui est prévu à l'alinéa 1) de l'art. 3 de l'Accord de Paiement du 2 mars 1946 en règlement des transferts visés aux lettres *c*), *d*), *e*), *f*), de l'art. 2 dudit Accord.

2) L'Ufficio Italiano dei Cambi utilisera les disponibilités du compte spécial visé au point précédent pour effectuer les paiements en Danemark des transferts visés aux lettres *c*), *d*), *e*), *f*), de l'art. 2 dudit Accord.

3) Les bénéficiaires en Italie des montants crédités dans le « compte spécial » visé au par. 1) précédent seront réglés comme suit:

les 50 % du montant leur revenant seront réglés sur la base du cours officiel entre la lire italienne et la livre sterling, tenant compte du quota additionnel prévu par le Décret italien du 4 janvier 1946, n. 2;

le restant 50 %, dont le montant en devise doit être affecté aux comptes valutaires 50 %, sera réglé par l'Ufficio Italiano dei Cambi sur la base du cours libre de la livre sterling (cours d'exportation) en vigueur à la Bourse de Rome le jour précédent la date dans laquelle l'Ufficio Italiano dei Cambi dispose le paiement en faveur du bénéficiaire.

4) La même procédure que celle prévue au point 3) précédent sera appliquée aux versements des débiteurs italiens à transférer aux ayant droit en Danemark à travers le compte spécial susmentionné.

Si le Gouvernement danois est d'accord sur ce qui précède, la présente Note et la Note de réponse que Vous voudrez me faire parvenir à ce sujet seront considérées comme un accord passé en la matière entre les deux Gouvernements ».

J'ai l'honneur de Vous faire savoir que le Gouvernement Danois est d'accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président
de la Délégation danoise
E. BLECHIMBERG

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Le Président de la Délégation danoise
au Président de la Délégation italienne

Rome, le 23 mai 1947

Monsieur le Président,

La Délégation italienne a insisté d'une manière toute particulière, au cours des négociations, sur la livraison, après la nouvelle récolte, d'orge danoise pour la panification. La Délégation danoise s'est vue, à son grand regret, dans la nécessité de répondre qu'à cause de la situation fourragère au Danemark, une telle livraison d'orge danoise ne pourra s'effectuer, sauf paiement en devises libres, que contre la livraison de produits fourragers.

En ce qui concerne la présure le Gouvernement Danois s'engage à en autoriser l'exportation, aussitôt que possible, contre importation en Danemark de caillettes de veaux.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président
de la Délégation danoise
E. BLECHIMBERG

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Le Président de la Délégation italienne
au Président de la Délégation danoise

Rome, le 23 mai 1947

Monsieur le Président,

Par une lettre, en date de ce jour, vous avez bien voulu me communiquer ce qui suit:

« La Délégation italienne a insisté d'une manière toute particulière, au cours des négociations, sur la livraison, après la nouvelle récolte, d'orge danoise pour la panification. La Délégation danoise s'est vue, à son grand regret, dans la nécessité de répondre qu'à cause de la situation fourragère au Danemark, une telle livraison d'orge danoise ne pourra s'effectuer, sauf paiement en devises libres, que contre la livraison de produits fourragers.

En ce qui concerne la présure le Gouvernement Danois s'engage à en autoriser l'exportation, aussitôt que possible, contre importation en Danemark de caillettes de veaux ».

En prenant acte de cette communication, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président
de la Délégation italienne
TALAMO

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

DECRETO LEGISLATIVO 7 maggio 1948, n. 860.
Norme sul trattamento economico per le missioni dei dipendenti statali in territorio estero.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 4 del decreto-legge luogotenenziale 25 giugno 1944, n. 151, con le modificazioni ad esso apportate dall'art. 3, comma primo, del decreto legislativo luogotenenziale 16 marzo 1946, n. 98;

Viste le disposizioni transitorie I e XV della Costituzione;

Visto l'art. 87, comma quinto, della Costituzione;

Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per il tesoro;

PROMULGA

il seguente decreto legislativo, approvato dal Consiglio dei Ministri con deliberazione del 3 maggio 1948:

Art. 1.

Per il periodo dal 9 settembre 1943 al giorno precedente (2 ottobre 1945) la data di entrata in vigore del decreto luogotenenziale 21 agosto 1945, n. 540, le indennità giornaliere di cui all'art. 1 del regio decreto 3 giugno 1926, n. 941, maggiorate dell'aggio sull'oro di 6,207, sono aumentate delle seguenti percentuali:

15 % Cina, Svizzera, Portogallo, Svezia, Danimarca;

30 % Turchia, Germania, Austria;

40 % Russia, Bulgaria, Ungheria, Belgio, Olanda, Jugoslavia, Grecia, Cecoslovacchia, Francia, Norvegia, Polonia, Romania;

45 % Inghilterra, Stati Uniti d'America, Messico, Canadà, Repubbliche Sud-Americane, Egitto, Spagna, Tangeri, Algeria, Marocco spagnolo.

Per i Paesi non previsti nel precedente comma nei quali, nel periodo ivi indicato, risultino effettuate missioni da parte di personale statale, le percentuali di aumento possono essere stabilite con decreti del Ministero del tesoro.

Art. 2.

Gli aumenti percentuali di cui al precedente art. 1 sono applicabili anche sulle indennità giornaliere previste dal decreto Ministeriale 6 marzo 1927, n. 660, maggiorate dell'aggio sull'oro di 6,207, per il personale delle Ferrovie dello Stato in missione all'estero durante il periodo 9 settembre 1943-2 ottobre 1945. Tale decreto Ministeriale è riportato in allegato al presente decreto, vistato dal Ministro per il tesoro.

Art. 3.

Sulle indennità giornaliere risultanti dall'applicazione degli articoli 1 e 2, è concessa una integrazione nelle seguenti misure:

del 50 % per il periodo 1° gennaio 1944-30 giugno 1944;

del 70 % per il periodo 1° luglio 1944-31 dicembre 1944;

del 100 % per il periodo 1° gennaio 1945-2 ottobre 1945.

Art. 4.

Ai capi delle delegazioni che si recano all'estero per stipulare accordi economici, commerciali o politici, può essere accordato, con obbligo di rendiconto, un fondo in valuta locale — in misura da determinarsi dal Ministro per il tesoro — per far fronte alle spese di ufficio e di rappresentanza.

Art. 5.

Per i componenti delle delegazioni italiane che si recano all'estero per partecipare alle riunioni presso commissioni, enti o comitati internazionali, il rapporto fra le diarie base previsto per i vari gradi dall'art. 1 lettera *a*) del regio decreto 3 giugno 1926, n. 941, può essere, nei singoli casi, opportunamente modificato dal Ministero del tesoro.

Art. 6.

Il coefficiente di maggiorazione, in sostituzione del soppresso aggio sull'oro, la cui determinazione è demandata al Ministero del tesoro dall'art. 3 del decreto luogotenenziale 21 agosto 1945, n. 540, può essere indirettamente stabilito mediante l'attribuzione della diaria espressa senz'altro nella valuta del Paese in cui la missione deve svolgersi.

Art. 7.

Le disposizioni di cui agli articoli 4, 5 e 6 del presente decreto hanno effetto dal 3 ottobre 1945.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare come legge dello Stato.

Dato a Napoli, addì 7 maggio 1948

DE NICOLA

DE GASPERI — DEL VECCHIO

Visto, *il Guardasigilli*: GRASSI
Registrato alla Corte dei conti, addì 22 giugno 1948
Atti del Governo, registro n. 21, *foglio n.* 254. — FRASCA

ALLEGATO (art. 2).

Decreto Ministeriale 6 marzo 1927, n. 660, riguardante il trattamento di missione all'estero.

IL MINISTRO

Visto il regio decreto 3 giugno 1926, n. 941;

Visto l'art. 13 delle disposizioni sulle competenze accessorie, approvate col regio decreto-legge 7 aprile 1925, n. 405;

Visto il proprio decreto n. 2521 in data 28 maggio 1925;

Udita la relazione n. P.A.G. 3728/118644 in data 2 settembre 1926 della Direzione generale (Servizio personale e affari generali);

Sentito il Consiglio di amministrazione;

Di concerto col Ministro per le finanze;

Decreta:

1. — Le indennità giornaliere da corrispondersi al personale in missione all'estero — sia in Europa che negli altri continenti — sono fissate dalla seguente tabella, a seconda della Nazione in cui la missione abbia a svolgersi.

Il pagamento di tali indennità viene fatto con l'aggiunta del relativo aggio rispetto all'oro, da computarsi sulla media del cambio pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno d'Italia e relativa a ciascun mese di missione.

Gradi R. D. L. 405/1925	Indennità A	B	C
1°	68	50	40
2° e 3°	63	45	35
4° e 5°	58	40	30
6° e 7°	48	35	27
8°, 9° e 10°	43	30	25
11°, 12° e 13°	35	25	20
14° e 15°	33	23	18

Le indennità sub *A* si corrispondono nei Paesi la cui valuta legale sia quotata sopra o alla pari con l'oro, ovvero non perda rispetto all'oro più del 2 %, nonchè nelle Regioni della Cina.

Le indennità sub *B* si corrispondono nei Paesi la cui valuta fa aggio, rispetto alla lira, superiore al 50 %, nonchè nella Turchia.

Le indennità sub *C* si corrispondono nei Paesi a valuta deprezzata rispetto alla lira o con aggio, sempre rispetto ad essa, non superiore al 50 %.

Per le missioni in Paesi che non hanno sistema monetario proprio viene stabilito il trattamento sub *B*, salvo a corrispondere il trattamento sub *C* quando in detti Paesi si faccia prevalentemente uso di valuta a corso inferiore alla pari, o con aggio, rispetto alla lira, non superiore al 50 %.

2. — Le indennità per l'estero sono dovute dal giorno in cui si passa il confine o si sbarca all'estero, fino al giorno in cui si ripassa il confine o si prende imbarco per il ritorno.

Durante i giorni di navigazione competono:

a) il doppio decimo del prezzo del biglietto di viaggio (in prima classe per gli agenti dei primi dieci gradi; in 2ª classe per gli altri) aumentato delle spese di vitto;

b) il rimborso della spesa relativa al vitto normale di bordo inerente al passaggio, qualora non sia compreso nel prezzo del biglietto;

c) l'indennità di cui al precedente punto 1, sub *B*, ridotta ad un terzo, senza l'aumento dell'aggio rispetto all'oro.

Sono inoltre dovute le indennità stabilite per le missioni all'interno del regno per il periodo decorso dalla partenza dalla residenza amministrativa fino alle ore 24 del giorno precedente a quello in cui si passa il confine o si prende imbarco per l'estero, nonchè per il periodo compreso fra le ore 24 del giorno in cui si ripassa il confine o si sbarca in Italia sino all'ora del ritorno in residenza.

3. — Quando per recarsi al luogo di missione si debbono attraversare diversi Paesi, si corrisponde per il periodo di viaggio l'indennità stabilita per il Paese di missione, ma, nel caso di fermata intermedia superiore a 48 ore, si corrisponde l'indennità stabilita per il Paese di fermata.

4. — Agli agenti che facciano parte di delegazioni italiane presso commissioni, enti, o comitati internazionali ed abbiano a recarsi all'estero per partecipare alle relative riunioni, spetta, sulle indennità ai termini del punto 1 e per un periodo non superiore ai 30 giorni, l'aumento del 30 %.

Uguale aumento e per lo stesso periodo di tempo spetta agli agenti che si rechino all'estero in commissione od isolatamente per rappresentanza del regio Governo.

5. — E' ammesso il rimborso delle spese postali, telegrafiche e di passaporto, nonchè delle spese di viaggio che l'agente abbia ad incontrare quando non sia munito del rispettivo biglietto gratuito.

Nessun rimborso è dovuto per spese personali di trasporto sostenute entro il luogo ove è la sede della missione.

Ai funzionari di grado superiore al 4°, quando devono viaggiare durante una intera notte, è consentito l'uso della carrozza con letto, come pure è consentito — per tutto il percorso in territorio italiano ed estero — il viaggio in 1ª classe alle categorie di personale comprese nei gradi dall'8° al 10° e il viaggio in 2ª classe alle categorie di personale comprese nei gradi dal 13° al 15°.

6. — In aumento alle indennità ed ai rimborsi sopra stabiliti non è ammessa l'assegnazione di speciali soprassoldi. Viene però concessa, a compenso di qualsiasi spesa accessoria eventualmente sostenuta durante il viaggio per raggiungere la località di missione, una speciale indennità, per ogni km. percorso su linee ferroviarie o carrozzabili, in territorio estero, rispettivamente della misura di L. 0,15 o di L. 0,10 a seconda che trattasi di agente appartenente ai primi dieci gradi oppure a grado inferiore al decimo.

7. — Ai funzionari che godono di assegni o di indennità nella qualità di addetti ad enti od uffici all'estero o incaricati di servizi all'estero, le indennità giornaliere che loro spetterebbero ai sensi del presente decreto, sono ridotte alla metà. Se l'incarico viene adempiuto nello stesso luogo ove ha sede l'ufficio o si svolga il servizio le indennità anzidette, ove siano consentite, sono ridotte ad un quarto.

Sono pure ridotte ad un quarto le diarie di soggiorno in territorio estero previste nel presente decreto, quando il personale sia ospite dei Governi esteri o quando sia destinato al seguito di Sovrani, di Principi Reali, o comunque fruisca di trattamento gratuito.

Se il personale fruisce soltanto dell'alloggio gratuito le indennità sono ridotte di un quarto.

8. — L'indennità giornaliera per le missioni all'estero è ridotta a tre quarti della misura stabilita, qualora la permanenza nella stessa località si protragga oltre 180 giorni.

Agli effetti di tale riduzione il periodo suindicato è, per le missioni in corso, computato dal loro inizio, ma la riduzione non si applica se non dopo un mese dalla entrata in vigore del presente decreto, mentre per il periodo precedente dovrà continuarsi ad applicare la riduzione di un quinto già prevista dall'art. 13 delle disposizioni sulle competenze accessorie approvate col regio decreto-legge 7 aprile 1925, n. 405.

Quando la missione debba, per cause di servizio, essere interrotta per un periodo di tempo non inferiore a 30 giorni, la sua continuazione nella stessa località è considerata, agli effetti delle indennità, come nuova missione.

9. — Il personale che alla data del presente decreto si trova in missione all'estero, conserva per tutto il quadrimestre successivo il trattamento stabilito a norma delle disposizioni precedentemente in vigore, se più favorevole.

10. — Con decreto Ministeriale potranno essere ridotte le indennità di cui al punto 1 quando la limitata importanza della missione od il luogo ove essa si svolge giustifichino la riduzione.

11. — La decorrenza retroattiva nelle promozioni di grado o nelle sistemazioni a ruolo non ha effetto per la determinazione delle indennità da corrispondersi per missioni compiute sia all'interno del regno sia all'estero e per periodi di missioni già decorsi alla data di deliberazione della promozione o della sistemazione.

Le disposizioni del presente decreto — che possono applicarsi anche al personale avventizio — hanno vigore dal 1° luglio 1926, restando in pari data abrogato l'art. 13 delle disposizioni sulle competenze accessorie, approvate col regio decreto-legge 7 aprile 1925, n. 405, nonchè il decreto Ministeriale n. 2521 del 28 maggio 1925.

Roma, addì 6 marzo 1927

Il Ministro per le comunicazioni
firmato: Ciano

Il Ministro per le finanze
firmato: Volpi

Visto: Del Vecchio

DECRETO LEGISLATIVO 7 maggio 1948, n. 861.

Adeguamento delle norme del decreto legislativo luogotenenziale 31 agosto 1945, n. 571, alla condizione dei professori universitari.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 4 del decreto-legge luogotenenziale 25 giugno 1944, n. 151, con le modificazioni ad esso apportate dall'art. 3, comma primo, del decreto legislativo luogotenenziale 16 marzo 1946, n. 98;

Viste le disposizioni transitorie I e XV della Costituzione;

Visto l'art. 87, comma quinto, della Costituzione;

Sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, di concerto con quello per il tesoro;

Promulga

il seguente decreto legislativo, approvato dal Consiglio dei Ministri con deliberazione dell'8 aprile 1948:

Art. 1.

Le nomine a professore straordinario e ordinario, disposte dal Governo militare alleato nei confronti di persone che non trovavansi incluse in terne all'epoca valide, di vincitori di concorsi universitari espletati ai sensi degli articoli 68 e seguenti del testo unico delle leggi sulla istruzione superiore, approvato con regio decreto 31 agosto 1933, n. 1592 e successive modificazioni, si intendono conferite, entro i limiti di tempo di cui ai successivi articoli del presente decreto, a titolo di incarico delle funzioni di straordinario per le cattedre rispettivamente ricoperte. Ai predetti professori è attribuita una retribuzione mensile, a carico dello Stato, pari ad un dodicesimo dello stipendio iniziale e degli assegni di qualsiasi natura, previsti per i professori straordinari.

I detti docenti partecipano alle adunanze del Corpo accademico nonchè dei Consigli dei professori delle rispettive Facoltà, semprechè non debbansi adottare deliberazioni concernenti i modi per provvedere a posti di ruolo vacanti ovvero la nomina ad ordinario di professori straordinari.

Art. 2.

Entro due anni dalla data di entrata in vigore del presente decreto, su proposta delle Facoltà interessate, il Ministro per la pubblica istruzione, sentito il Consiglio superiore della pubblica istruzione, è autorizzato ad indire concorsi pubblici per le cattedre cui si trovano in atto assegnati i docenti di cui al precedente articolo.

Qualora entro il termine anzidetto la competente Facoltà non formuli la proposta di apertura del concorso, il Ministro può, tuttavia, sentito il Consiglio superiore, far luogo al bando del concorso.

Sono fatti salvi, in ogni caso, i diritti che in rapporto ai concorsi stessi sono attribuiti, ai docenti interessati, dal presente decreto.

Art. 3.

I docenti, di cui al precedente art. 1, rimarranno in servizio quali incaricati delle funzioni di professore straordinario fino alla decisione dei concorsi di cui all'art. 2. Qualora siano inclusi nella terna dei vincitori, hanno senz'altro diritto alla nomina in ruolo quali professori straordinari, con la medesima decorrenza, ai soli effetti giuridici, con cui venne loro conferita la cattedra dal Governo militare alleato e presso la medesima sede in cui prestano presentemente servizio.

Le disposizioni del presente articolo si applicano anche nei confronti dei docenti, di cui al precedente art. 1, i quali risultino inclusi nella terna dei vincitori di concorsi indetti anteriormente alla pubblicazione del presente decreto o che siano indetti, per altre università, nel termine di cui all'art. 2.

Art. 4.

I docenti, di cui al precedente art. 1, che non si presentino ai concorsi di cui all'art. 2, ovvero che, pur partecipandovi, non risultino inclusi nelle terne dei rispettivi vincitori, sono mantenuti nella posizione di incaricati delle funzioni di professore straordinario, nella prima ipotesi, fino a tutto l'anno accademico nel corso del quale sia stato pubblicato il bando dei concorsi di cui al citato art. 2 e, nella seconda, fino a tutto l'anno accademico nel corso del quale siano stati approvati gli atti dei concorsi.

Art. 5.

I docenti nominati in ruolo ai sensi dell'art. 3 del presente decreto, sono sottoposti al giudizio per la nomina ad ordinario allo scadere di un triennio solare, computato dall'inizio dell'anno accademico successivo alla data di approvazione degli atti del concorso superato.

Ai soli effetti giuridici, detta nomina ad ordinario è riportata alla scadenza del triennio solare decorrente dalla data assegnata alla nomina a straordinario per effetto del citato art. 3, fatta salva, in ogni caso, l'applicazione dell'art. 33 del regio decreto 6 aprile 1924, n. 674.

Possono, tuttavia, gli interessati chiedere che il giudizio di ordinariato sia anticipato: ed in tal caso, sarà tenuto conto, in tutto od, ove occorra, soltanto in parte, del servizio prestato anteriormente all'inizio del triennio di cui al primo comma del presente articolo.

Art. 6.

Qualora la nomina a suo tempo conferita dal Governo militare alleato si riferisca ad insegnamento non compreso tra quelli previsti dal vigente ordinamento didattico, stabilisce il Ministro, su proposta della Facoltà interessata e su conforme parere del Consiglio superiore della pubblica istruzione, a quale disciplina

prevista dall'ordinamento medesimo l'insegnamento predetto sia da considerare equipollente, ai fini dell'applicazione delle norme contenute nel presente decreto.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare come legge dello Stato.

Dato a Napoli, addì 7 maggio 1948

DE NICOLA

DE GASPERI — GONELLA — DEL VECCHIO

Visto, *il Guardasigilli:* GRASSI
Registrato alla Corte dei conti, addì 23 giugno 1948
Atti del Governo, registro n. 21, *foglio n.* 261. — FRASCA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 25 febbraio 1948, n. 862.

Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione della parrocchia di San Giuseppe Cafasso confessore, in Torino.

N. 862. Decreto del Presidente della Repubblica 25 febbraio 1948, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto del Cardinale Arcivescovo di Torino in data 25 novembre 1946, relativo all'erezione della parrocchia di San Giuseppe Cafasso confessore, in Torino.

Visto, *il Guardasigilli:* GRASSI
Registrato alla Corte dei conti, addì 12 *giugno* 1948

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 25 febbraio 1948, n. 863.

Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione della parrocchia di San Bernardo, in frazione Taglieto del comune di Varese Ligure (La Spezia).

N. 863. Decreto del Presidente della Repubblica 25 febbraio 1948, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Arcivescovo di Chiavari in data 12 giugno 1942, integrato con successivo decreto del 21 stesso mese ed anno, relativo all'erezione della parrocchia di San Bernardo, in frazione Taglieto del comune di Varese Ligure (La Spezia) .

Visto, *il Guardasigilli:* GRASSI
Registrato alla Corte dei conti, addì 12 *giugno* 1948

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 25 febbraio 1948, n. 864.

Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione della Vicaria curata autonoma di San Bernardo da Mentone, in Arizzano (Novara).

N. 864. Decreto del Presidente della Repubblica 25 febbraio 1948, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto del Vescovo di Novara in data 1° luglio 1946, relativo all'erezione della Vicaria curata autonoma di San Bernardo da Mentone, in Arizzano (Novara).

Visto, *il Guardasigilli:* GRASSI
Registrato alla Corte dei conti, addì 12 *giugno* 1948

DECRETO MINISTERIALE 5 aprile 1948.

Sostituzione di un membro del Comitato di sorveglianza sulla liquidazione della soppressa Federazione nazionale dirigenti aziende industriali in rappresentanza del Ministero del tesoro.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visti gli articoli 1 e 4 del decreto legislativo luogotenenziale 23 novembre 1944, n. 369, sulla soppressione delle organizzazioni sindacali fasciste e la liquidazione dei rispettivi patrimoni;

Visto l'art. 1 del decreto legislativo 1° dicembre 1947, n. 1611, che modifica ed integra la composizione del Comitato di sorveglianza sulla liquidazione delle soppresse organizzazioni sindacali fasciste;

Visto il decreto Ministeriale 30 marzo 1948, con il quale si provvede alla nomina del rag. Roberto Carlesimo quale membro del Comitato di sorveglianza sulla liquidazione della Federazione nazionale dirigenti aziende industriali, in rappresentanza del Ministero del tesoro;

Vista la lettera n. 122325, con la quale il Ministero del tesoro comunica che il rag. Roberto Carlesimo ha declinato l'incarico e designa in sua sostituzione il ragioniere Vito Culcasi, capo divisione di ragioneria a riposo;

Considerata, pertanto, la necessità di provvedere alla predetta sostituzione;

Decreta:

Il rag. Vito Culcasi, capo divisione di ragioneria a riposo, è chiamato a far parte del Comitato di sorveglianza sulla liquidazione della soppressa Federazione nazionale dirigenti aziende industriali, in rappresentanza del Ministero del tesoro, in sostituzione del ragioniere Roberto Carlesimo.

Roma, addì 5 aprile 1948

Il Ministro: FANFANI

(3084)

DECRETO MINISTERIALE 9 luglio 1948.

Nuova tabella delle merci la cui importazione da Paesi con i quali non vigono speciali accordi interstatali è consentita dalle dogane su presentazione del benestare bancario all'importazione.

IL MINISTRO
PER IL COMMERCIO CON L'ESTERO
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER LE FINANZE
IL MINISTRO PER L'INDUSTRIA E COMMERCIO
IL MINISTRO PER IL TESORO

Visti gli articoli 1 e 4 del decreto legislativo luogotenenziale 26 marzo 1946, n. 139, recante nuove norme sulla cessione delle valute estere allo Stato;

Visto il decreto Ministeriale 13 aprile 1946, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 20 aprile 1946, n. 93;

Visti i decreti Ministeriali 29 dicembre 1947, pubblicati nella *Gazzetta Ufficiale* del 30 dicembre 1947, numero 300;

Decreta:

A modifica dei decreti Ministeriali 29 dicembre 1947, la tabella *A* prevista dall'art. 5 del decreto Ministeriale 13 aprile 1946 è sostituita dalla tabella annessa al presente decreto.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* ed entrerà in vigore il giorno stesso della sua pubblicazione.

Roma, addì 9 luglio 1948

Il Ministro per il commercio con l'estero
MERZAGORA

Il Ministro per le finanze
VANONI

Il Ministro per l'industria e commercio
LOMBARDO

Il Ministro per il tesoro
PELLA

TABELLA *A*.

Elenco delle merci la cui importazione da Paesi con i quali non vigono speciali accordi interstatali è consentita dalle dogane su presentazione del benestare bancario all'importazione.

Numero della tariffa doganale	
144 *a)*	Juta greggia
150	Filetti di cocco, sparto, tiglio e simili, a due capi
211 *a)* *b)*	Lane naturali o sudicie, lavate (1)
ex 212	Cascami di lana (1)
213 *a)*	Crino animale greggio
ex 214	Pelo greggio (1)
215 *a)*	Setole greggie
ex 274	Minerali di cromo
603 *a)* ex *b)*	Mica in massa, in polvere o in scagliette od in lamine gregge
654 *b)*	Gomme altre
655 *b)* 1-2	Resine altre indigene gregge e n. n.
ex 713 *f)*	Selenio metallico
717 *c) bis*	Cresolo (acido cresilico)
717 *d)*	Fenolo (acido fenico)
776	Scorza di china-china
777 *b)* 1	Piante e parti di piante medicinali, non nominate, esotiche, non polverizzate
778 *a)*	Sugo di aloe
845 *a)*	Guttaperca greggia
ex 951	Stracci di ogni sorta (esclusa le cartacce da macero (1)
	Merci per le quali esiste o potrà essere in seguito concessa l'agevolazione della temporanea importazione, purchè l'introduzione venga effettuata per gli scopi previsti dalle relative concessioni ed alle condizioni di riesportazione da queste stabilite, escluse le merci seguenti:
	Frumento, granturco ed altre granaglie
	Farine
	Carni
	Caffè
	Cacao
	Cotone
	Legno
	Ferri ed acciai
	Nerofumo
	Rame
	Pelli
	Olii e grassi animali e vegetali (non compreso l'olio di oliva).

(1) Il benestare bancario deve essere accompagnato da una copia della fattura originale di acquisto munita del visto degli organi ai quali il Ministero del commercio con l'estero dà incarico di formare i piani di ripartizione della lana.

(3233)

DECRETO MINISTERIALE 5 luglio 1948.

Disposizioni concernenti l'importazione in Italia delle merci comprese nel piano E.R.P.

IL MINISTRO
PER IL COMMERCIO CON L'ESTERO
E IL MINISTRO PER IL TESORO
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER L'INDUSTRIA E COMMERCIO
IL MINISTRO PER GLI AFFARI ESTERI
IL MINISTRO PER LE FINANZE
IL MINISTRO PER LA GRAZIA E GIUSTIZIA

Visto il regio decreto-legge 29 settembre 1931, numero 1207, convertito nella legge 11 gennaio 1932, n. 18, che autorizza il Ministro per le finanze ad emanare norme per la disciplina del commercio dei cambi;

Visti i regi decreti-legge 21 dicembre 1931, n. 1680, e 22 marzo 1933, n. 176, convertiti nelle leggi 19 maggio 1932, n. 849, e 8 giugno 1933, n. 801, riguardanti modalità per gli scambi di merci con alcuni Paesi esteri;

Visto il decreto Ministeriale 26 maggio 1934, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 26 maggio 1934, numero 124, recante norme che regolano le operazioni in cambi e divise;

Visto il decreto Ministeriale 8 dicembre 1934, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* dell'8 dicembre 1934, numero 288 straordinario, che sancisce l'obbligo della cessione dei mezzi di pagamento derivanti da esportazioni;

Visto il regio decreto 14 marzo 1938, n. 643, recante disposizioni circa la competenza del Ministero per gli scambi e per le valute;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 5 ottobre 1944, n. 310, riguardante la ripartizione dei servizi e del personale del soppresso Ministero per gli scambi e per le valute;

Visto il decreto luogotenenziale 16 gennaio 1946, numero 12, relativo alle attribuzioni del Ministero del commercio con l'estero;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 26 marzo 1946, n. 139, recante nuove norme sulla cessione delle valute allo Stato;

Decretano:

Art. 1.

Coloro che intendano importare in Italia merci comprese nel piano E.R.P. (European Recovery Program), devono presentare al Ministero del commercio con l'estero domanda in duplice copia, una in carta bollata ed una in carta semplice, accompagnata dalla prescritta attestazione di versamento della tassa sulle concessioni governative e da due copie del contratto di acquisto stipulato con il fornitore estero o, in mancanza di regolare contratto, da due copie di altra documentazione probante.

Nella domanda il richiedente deve indicare:

a) la quantità e la qualità della merce da importare;

b) il numero e la voce della tariffa doganale corrispondente;

c) il paese di origine e provenienza della merce;

d) il prezzo fob della merce medesima e, separatamente, il costo del nolo, quest'ultimo sia pure in via approssimata;

e) la ragione sociale e la sede della banca (Banca d'Italia o banca autorizzata a fungere, per il commercio dei cambi, da agenzia di quest'ultima), che il richie-

dente stesso desidera incaricare dell'esecuzione delle operazioni valutarie relative all'importazione da effettuare.

Art. 2.

Le autorizzazioni concesse dal Ministero del commercio con l'estero sulla base delle domande pervenutegli a sensi dell'articolo precedente, sono notificate dall'Ufficio italiano dei cambi all'importatore ed alla banca italiana da lui incaricata.

Il regolamento valutario delle importazioni così autorizzate è eseguito a valere su disponibilità esistenti in conti del genere di quelli istituiti a sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 26 marzo 1946, n. 139, a condizione che:

1) venga esibita alla banca italiana incaricata la notifica inviata dall'Ufficio italiano dei cambi all'importatore;

2) vengano riempiti dall'importatore i moduli di informazione all'uopo predisposti dall'Ufficio italiano dei cambi;

3) venga rilasciata dall'importatore la dichiarazione d'impegno di cui al successivo art. 5.

A regolamento valutario avvenuto, la notifica dell'Ufficio italiano dei cambi esibita dall'importatore deve essere opportunamente invalidata a cura della banca italiana incaricata.

Il regolamento valutario dell'operazione ed il ritiro presso l'Ufficio italiano dei cambi del benestare all'importazione di cui al successivo art. 4 devono essere effettuati, sotto pena di decadenza di ogni diritto, entro trenta giorni dal giorno di emissione da parte dell'Ufficio italiano dei cambi medesimo della notifica di cui al primo comma del presente articolo.

Art. 3.

La banca italiana incaricata è tenuta a disporre che i pagamenti in favore dei beneficiari esteri siano eseguiti dal suo corrispondente negli Stati Uniti d'America, sia a mezzo di bonifici che di aperture di credito, a condizione che i beneficiari esteri stessi consegnino i seguenti documenti:

1) tre esemplari della fattura emessa dal fornitore della merce e, eventualmente, delle fatture relative alle spese accessorie. Due esemplari di ciascuna di tali fatture devono essere autenticati dai fornitori delle merci o dei servizi;

2) cinque esemplari non negoziabili delle polizze di carico, di cui tre esemplari firmati dal comandante della nave o dal suo rappresentante;

3) tre esemplari del contratto di noleggio nel caso di noleggio a carico completo oppure, nel caso contrario, tre esemplari della fattura di noleggio. Due esemplari di tali documenti devono essere autenticati dalla compagnia di navigazione;

4) il certificato rilasciato dal fornitore delle merci in conformità delle disposizioni emanate dal Governo degli Stati Uniti d'America ed attestante che il contratto è conforme alle condizioni fissate dall'Economic Cooperation Administration e che i prezzi figuranti nel contratto o nella fattura sono quelli stabiliti e non sono integrati da percentuali di maggiorazione;

5) ogni altro documento che, secondo quanto è a conoscenza del corrispondente americano della banca italiana, sia richiesto dall'Economic Cooperation Administration quale documento giustificativo delle spese rimborsabili a valere sull'European Recovery Program.

La banca italiana incaricata è tenuta a dar ordine al proprio corrispondente negli Stati Uniti d'America di trasmettere i documenti ricevuti dal beneficiario estero, alla persona o ente a tal fine incaricato dallo Ufficio italiano dei cambi, entro cinque giorni dal giorno di ricevimento dei documenti stessi.

Art. 4.

L'importazione delle merci comprese nel piano E.R.P. è consentita dalle dogane, in deroga ai divieti vigenti, su presentazione da parte dell'importatore di un benestare all'importazione rilasciato dall'Ufficio italiano dei cambi in conformità del modello annesso al presente decreto.

L'Ufficio italiano dei cambi rilascia il benestare all'importazione di cui al comma precedente, dietro consegna, da parte della banca italiana incaricata:

1) di una dichiarazione della banca stessa, attestante: *a*) che le merci da importare sono state già pagate con utilizzo di uno dei conti istituiti a sensi del decreto legislativo luogotenenziale 26 marzo 1946, n. 139, ovvero che al pagamento delle merci stesse è stato vincolato il necessario importo in valuta estera in uno dei conti istituiti in base al decreto legislativo stesso, e *b*) che la banca medesima ha ottemperato agli obblighi di cui al precedente articolo 3;

2) dei prescritti moduli di informazione predisposti dall'Ufficio italiano dei cambi e debitamente riempiti dall'importatore, previo accertamento da parte della banca della esatta rispondenza tra i dati ivi indicati e quelli risultanti dai documenti contrattuali;

3) della dichiarazione d'impegno rilasciata dallo importatore a sensi del successivo art. 5.

Il benestare di cui trattasi è sempre ritirato dalla dogana all'atto dell'importazione, anche quando l'importazione sia parziale.

La dogana munisce il benestare del suo visto attestante l'avvenuta introduzione della merce e la qualità e quantità della stessa e provvede successivamente a rimettere il benestare così vistato all'Ufficio italiano dei cambi, per il tramite del Ministero del commercio con l'estero.

La dogana provvede altresì ad indicare sulla bolletta d'importazione gli estremi del benestare esibito dallo importatore.

Art. 5.

Il benestare di cui all'articolo precedente è valido per importare la merce per cui è stato rilasciato, entro quattro mesi dalla data di emissione da parte dell'Ufficio italiano dei cambi della corrispondente notifica di cui al primo comma del precedente art. 2.

L'importatore deve preventivamente dichiarare di impegnarsi ad effettuare l'importazione entro il termine indicato nel comma precedente.

L'utilizzo dei benestare scaduti può essere concesso direttamente dalle dogane solo quando le relative merci risultino in modo indubbio giacenti o viaggianti prima della data di scadenza dei benestare stessi.

Art. 6.

Qualora l'importatore, per impedimenti sopraggiunti, non possa effettuare l'importazione o possa effettuarla solo parzialmente, è tenuto a darne comunicazione tempestiva all'Ufficio italiano dei cambi.

Art. 7.

Senza pregiudizio delle pene stabilite da altre norme legislative, per le violazioni delle disposizioni del presente decreto si applicano le norme del regio decreto-legge 5 dicembre 1938, n. 1928, convertito nella legge 2 giugno 1939, n. 739.

Art. 8.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica ed entrerà in vigore il giorno stesso della sua pubblicazione.

Roma, addì 5 luglio 1948

Il Ministro per il commercio con l'estero
MERZAGORA

Il Ministro per il tesoro
PELLA

Il Ministro per l'industria e commercio
LOMBARDO

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Il Ministro per le finanze
VANONI

Il Ministro per la grazia e giustizia
GRASSI

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Data

BENESTARE ALL'IMPORTAZIONE

Merci comprese nel piano E.R.P.
(Decreto Min. .)

Si dichiara che le merci sottoindicate sono acquistate a valere sul piano E.R.P. dal nominativo sotto specificato:

Nominativo e residenza o sede dell'importatore

Beneficiario estero

Merce { Qualità
Voce doganale n.
Quantità

Prezzo fob della merce

Modalità di pagamento

Paese di origine e provenienza della merce

Banca italiana incaricata

Note

Ufficio italiano dei cambi
(Timbro e firme)

Il presente benestare è valido fino al .

ATTESTAZIONE DELLA DOGANA

Si attesta che la merce seguente è stata introdotta nel territorio della Repubblica:

Qualità Voce dog. n. Quantità Valore fob Note

Estremi bolletta importazione: n. del . .

(Timbro e firma).

(3234)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Calascibetta ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1946.

Con decreto interministeriale in data 14 febbraio 1948, registrato alla Corte dei conti il 10 giugno 1948, registro n. 15 Interno, foglio n. 1, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Calascibetta (Enna), di un mutuo di L. 160.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1946.

(3188)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Rapallo ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1946

Con decreto interministeriale in data 16 marzo 1948, registrato alla Corte dei conti il 12 giugno 1948, registro n. 15 Interno, foglio n. 97, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Rapallo (Genova), di un mutuo di L. 596.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1946.

(3205)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Mistretta ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1947

Con decreto interministeriale in data 29 dicembre 1947, registrato alla Corte dei conti il 4 marzo 1948, registro n. 6 interno, foglio n. 120, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Mistretta (Messina), di un mutuo di L. 465.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1947.

(3216)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Somma Vesuviana ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1947.

Con decreto interministeriale in data 15 dicembre 1947, registrato alla Corte dei conti il 4 marzo 1948, registro n. 6 Interno, foglio n. 35, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Somma Vesuviana (Napoli), di un mutuo di L. 453.000 con uno degli Istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1947.

(3217)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Costituzione della zona venatoria di ripopolamento e cattura di Asola e Casalromano (Mantova)

I fondi siti nei Comuni di Asola e Casalromano (Mantova), della estensione di ettari 301 circa, delimitati dai confini sotto indicati, sono costituiti in zona di ripopolamento e cattura fino alla data di apertura dell'annata venatoria 1951-52.

Confini:

ad est, per un tratto la strada comunale Canneto-Asola e per un piccolo tratto la linea ferroviaria Parma-Brescia;

a sud, strada comunale Medulfe-Vigna, dalla linea ferroviaria Parma-Brescia fino alla strada comunale Casalromano-Canneto;

ad ovest, per un tratto la roggia Cerano, indi la strada comunale Casalromano-Canneto;

a nord, strada comunale Casalromano-Fontanella, linea tramviaria Asola-Cremona e la strada Asola-Casalromano.

(3134)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Tabelle di valutazione per il grano (tenero e duro), la segale, l'orzo vestito e l'orzo mondo del raccolto 1948

Visto il provvedimento n. 88, in data 16 giugno 1948, del Comitato interministeriale dei prezzi, riguardante i prezzi base di conferimento ai « Granai del popolo » del contingente dei cereali di raccolto 1948, sono approvate le seguenti tabelle, con le quali vengono fissate le maggiorazioni o le detrazioni da applicare ai prezzi base in relazione alle effettive caratteristiche dei prodotti conferiti ai « Granai del popolo ».

PREZZI BASE PER I CONFERENTI

Grano tenero:

L. 6250 al q.le per Italia settentrionale e centrale esclusi Lazio, Abruzzi e provincia di Grosseto;

L. 6500 al q.le per Lazio, Abruzzi, provincia di Grosseto e Italia meridionale escluse Calabria e Lucania;

L. 6750 al q.le per Italia insulare, Calabria e Lucania.

I prezzi sono riferiti a grano tenero, sano, secco, leale, mercantile, avente kg. 75 di peso per ettolitro e tolleranza sino all'1 % d'impurità reale, consegnato insaccato, franco piede magazzino dei « Granai del popolo », tela da rendere.

Grano duro:

L. 7000 al q.le per Italia settentrionale e centrale, esclusi Lazio, Abruzzi e provincia di Grosseto;

L. 7250 al q.le per Lazio, Abruzzi, provincia Grosseto e Italia meridionale escluse Calabria e Lucania;

L. 7500 al q.le per Italia insulare, Calabria e Lucania.

I prezzi sono riferiti a grano duro, sano, secco, leale, mercantile, avente kg. 78 di peso per ettolitro e tolleranza sino all'1 % di impurità reale e 22 % (ragguagliato) di bianconati, nonchè 3 % di teneri, consegnato insaccato, franco piede magazzino dei « Granai del popolo », tela da rendere.

N.B. — Nel caso che il prodotto da conferire abbia una percentuale di impurità superiore al 5 % (corpi non farinosi utilizzabili corpi non farinosi inutilizzabili) il conferente dovrà effettuare a proprie spese la prepulitura.

GRANO TABELLA MAGGIORAZIONI E DETRAZIONI

Abbuoni per differenze peso per ettolitro

Grano tenero (base 75 kg.)		Grano duro (base 78 kg.)	
Peso per hl.	Maggiorazioni	Peso per hl.	Maggiorazioni
83	più 6,75 %	85	più 6,25 %
82	» 6,50 %	84	» 5,75 %
81	più 6 %	83	più 5 %
80	» 5 %	82	» 4 %
79	» 4 %	81	» 3 %
78	» 3 %	80	» 2 %
77	» 2 %	79	» 1 %
76	» 1 %		
75	Base	78	Base
	Detrazioni		Detrazioni
74	meno 1 %	77	meno 1 %
73	» 2 %	76	» 2 %
72	» 3 %	75	» 3 %
71	» 4 %	74	» 4 %
70	» 5 %	73	» 5 %
69	» 6 %	72	» 6 %
68	meno 7,50 %	71	meno 7,50 %
67	» 9 %	70	» 9 %
66	» 10,50 %	69	» 10,50 %
65	» 12 %	68	» 12 %
		67	» 13,50 %
		66	» 15 %
Al disotto di kg. 65 adire l'arbitraggio.		Al disotto di kg. 66 adire l'arbitraggio.	

Le maggiorazioni e le detrazioni per differenza peso specifico rispetto a quello base dovranno, naturalmente, essere calcolate in proporzione anche per le frazioni di chilogrammo.

Abbuoni per corpi estranei farinosi e non farinosi

Per grani aventi un contenuto di impurità reale superiore all'1 % verranno conteggiate le seguenti detrazioni:

a) 1 % sul prezzo per ogni 1 % di corpi non farinosi inutilizzabili;

b) 0,50 % sul prezzo per ogni 1 % di corpi non farinosi utilizzabili;

c) 0,30 % sul prezzo per ogni 1 % di corpi farinosi (orzo).

Oltre il 5 % i corpi farinosi (orzo) saranno valutati secondo la differenza effettiva tra il prezzo del grano ed i prezzi dei corpi farinosi.

Abbuoni per bianconati e teneri

a) Abbuoni per bianconati, base 22 % (ragguagliato):

0,15 % per ogni 1 % eccedente il 22 % (ragguagliato) e sino al 27 % (ragguagliato);

0,20 % per ogni 1 % eccedente il 27 % (ragguagliato).

b) Abbuoni per teneri:

L. 7,50 per ogni 1 % eccedente il 3 % di grano tenero.

N.B. — I ricellati, pinti e atteneriti vanno tutti sotto la denominazione di bianconati e come tali devono essere calcolati al 50 %.

Maggiorazione quantitativa da consegnare per grano avente peso Hl. inferiore a quello base

Grano tenero		Grano duro	
Peso per hl.	Quantità da consegnare	Peso per hl.	Quantità da consegnare
83	100	85	100
82	100	84	100
81	100	83	100
80	100	82	100
79	100	81	100
78	100	80	100
77	100	79	100
76	100		
75	100	78	100
74	101	77	101
73	102	76	102
72	103	75	103
71	104	74	104
70	105	73	105
69	106	72	106
68	107,50	71	107,50
67	109	70	109
66	110,50	69	110,50
65	112	68	112
		67	113,50
		66	115

La maggiorazione quantitativa per grano avente peso specifico inferiore a quello base dovrà, naturalmente, essere calcolata in proporzione anche per le frazioni di chilogrammo.

PREZZI BASE PER I CONFERENTI

Segale:

L. 6250 al q.le per Italia settentrionale e centrale esclusi Lazio, Abruzzi e provincia di Grosseto;

L. 6500 al q.le per Lazio, Abruzzi, provincia di Grosseto e Italia meridionale escluse Calabria e Lucania;

L. 6750 al q.le per Italia insulare, Calabria e Lucania.

I prezzi sono riferiti a segale comune, sana, secca, leale, mercantile, avente kg. 68 di peso per ettolitro e tolleranza sino all'1 % di impurità reale, consegnata insaccata, franco piede magazzino dei « Granai del popolo » tela da rendere.

SEGALE - TABELLA MAGGIORAZIONI E DETRAZIONI

Abbuoni per differenze peso per ettolitro		Maggiorazione quantitativa da consegnare per segale avente peso hl. inferiore a quello base	
Peso per hl.	Abbuoni da applicare	Peso per hl.	Quantità da consegnare
oltre 68 (senza limitazione)	1 % in più per ogni chilogrammo	oltre 68 (senza limitazione)	100
68	base	68	100
al disotto di 68 e fino a 60	1 % in meno per ogni chilogrammo	al disotto di 68 e fino a 60	kg. 1 in più per ogni chilogrammo in meno del peso hl. base
al disotto di kg. 60 adire l'arbitraggio			
Le maggiorazioni e le detrazioni per differenza peso specifico rispetto a quello base dovranno, naturalmente, essere calcolate in proporzione anche per le frazioni di chilogrammo.		Le maggiorazioni quantitative per minor peso specifico rispetto a quello base dovranno, naturalmente, essere calcolate in proporzione anche per le frazioni di chilogrammo.	

Abbuoni per corpi estranei

Tolleranza:

1 % impurità reale di corpi farinosi e non farinosi;
per contenuto superiore all'1 % verranno conteggiate le seguenti detrazioni:

a) 1 % sul prezzo per ogni 1 % di corpi non farinosi inutilizzabili;

b) 0,50 % sul prezzo per ogni 1 % di corpi non farinosi utilizzabili;

c) 0,50 % sul prezzo per ogni 1 % di corpi farinosi.

Nessun abbuono è dovuto per impurità costituita da grano.

N.B. — Nel caso che il prodotto da conferire abbia una percentuale di impurità superiore al 5 % (corpi non farinosi utilizzabili corpi non farinosi inutilizzabili) il conferente dovrà effettuare a proprie spese la prepulitura.

PREZZI BASE PER I CONFERENTI

Orzo comune vestito:

L. 4800 al q.le per Italia settentrionale e centrale esclusi Lazio, Abruzzi e provincia Grosseto;

L. 5000 al q.le per Lazio, Abruzzi, provincia Grosseto e Italia meridionale escluse Calabria e Lucania;

L. 5200 al q.le per Italia insulare, Calabria e Lucania.

I prezzi sono riferiti ad orzo comune vestito, sano, secco, leale, mercantile, avente kg. 56 di peso per ettolitro e tolleranza sino al 2 % di impurità reale, consegnato insaccato, franco piede magazzino dei « Granai del popolo », tela da rendere.

Orzo mondo:

L. 6500 al q.le per Italia settentrionale e centrale esclusi Lazio, Abruzzi e provincia Grosseto;

L. 6800 al q.le per Lazio, Abruzzi, provincia Grosseto e Italia meridionale escluse Calabria e Lucania;

L. 7100 al q.le per Italia insulare, Calabria e Lucania.

I prezzi sono riferiti ad orzo mondo, sano, secco, leale, mercantile, avente kg. 70 di peso per ettolitro e tolleranza sino all'1 % di impurità reale, consegnato insaccato, franco piede magazzino « Granai del popolo », tela da rendere.

N.B. — Nel caso che il prodotto da conferire abbia una percentuale di impurità superiore al 5 % (corpi non farinosi utilizzabili corpi non farinosi inutilizzabili veccia) il conferente dovrà effettuare a proprie spese la prepulitura.

ORZO COMUNE VESTITO TABELLA MAGGIORAZIONI E DETRAZIONI

Abbuoni per differenze peso per ettolitro		Maggiorazione quantitativa da consegnare per orzo avente peso hl. inferiore a quello base	
Peso per hl.	Abbuoni da applicare	Peso per hl.	Quantità da consegnare
70	più 18,60 %	70	100
69	» 17,10 %	69	100
68	» 15,60 %	68	100
67	» 14,10 %	67	100
66	» 12,60 %	66	100
65	» 11,10 %	65	100
64	» 9,60 %	64	100
63	» 8,10 %	63	100
62	» 6,60 %	62	100
61	» 5,40 %	61	100
60	» 4,20 %	60	100
59	» 3 %	59	100
58	» 2 %	58	100
57	» 1 %	57	100
56	Base	56	100
55	meno 1 %	55	101
54	» 2 %	54	102
53	» 3 %	53	103
52	» 4,20 %	52	104,20
51	» 5,40 %	51	105,40
50	» 6,60 %	50	106,60
49	» 8,10 %	49	108,10
48	» 9,60 %	48	109,60
47	» 11,10 %	47	111,10
46	» 12,60 %	46	112,60
45	» 14,10 %	45	114,10
Al disotto di kg. 45 addire l'arbitraggio			
Le maggiorazioni e le detrazioni per differenza peso specifico rispetto a quello base dovranno, naturalmente, essere calcolate in proporzione anche per le frazioni di chilogrammo.		Le maggiorazioni quantitative per minor peso specifico rispetto a quello base dovranno, naturalmente, essere calcolate in proporzione anche per le frazioni di chilogrammo.	

Abbuoni per corpi estranei

Per orzo avente un contenuto di impurità reale superiore al 2 % verranno conteggiate le seguenti detrazioni:

a) 1 % sul prezzo per ogni 1 % di corpi non farinosi inutilizzabili:

b) 0,30 % sul prezzo per ogni 1 % di veccia;

c) 0,50 % sul prezzo per ogni 1 % di altri corpi non farinosi utilizzabili.

Nessun abbuono è dovuto per corpi farinosi.

ORZO MONDO TABELLA MAGGIORAZIONI E DETRAZIONI

Abbuoni per differenze peso per ettolitro		Maggiorazione quantitativa da consegnare per orzo avente peso hl. inferiore a quello base	
Peso per hl.	Abbuoni da applicare	Peso per hl.	Quantità da consegnare
oltre 70 (senza limitazione)	1 % in più per ogni kg.	oltre 70 (senza limitazione)	100
70	Base	70	100
al disotto di 70 (senza limitazione)	1 % in meno per ogni kg.	al disotto di 70 (senza limitazione)	kg. 1 in più per ogni kg. in meno del peso hl. base
Le maggiorazioni e le detrazioni per differenza peso specifico rispetto a quello base dovranno, naturalmente, essere calcolate in proporzione anche per le frazioni di chilogrammo.		Le maggiorazioni quantitative per minor peso specifico rispetto a quello base dovranno, naturalmente, essere calcolate in proporzione anche per le frazioni di chilogrammo.	

Abbuoni per corpi estranei

Tolleranze:

1 % impurità reale di corpi non farinosi;

per contenuto superiore all'1 % verranno conteggiate le seguenti detrazioni:

a) 1 % sul prezzo per ogni 1 % di corpi non farinosi inutilizzabili;

b) 0,50 % sul prezzo per ogni 1 % di corpi non farinosi utilizzabili;

3 % impurità di corpi farinosi.

Oltre il 3 % i corpi farinosi saranno valutati secondo la differenza effettiva tra il prezzo dell'orzo mondo ed i prezzi dei detti corpi farinosi.

Roma, addì 1° luglio 1948

Il Ministro: SEGNI

(3163)

CONCORSI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

ALTO COMMISSARIATO PER L'IGIENE E LA SANITÀ PUBBLICA

Costituzione della Commissione del concorso al posto di coadiutore del reparto medico-micrografico del Laboratorio provinciale di igiene e profilassi di Varese.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il decreto-legge 11 marzo 1934, n. 281, che approva il regolamento dei concorsi ai posti di sanitari addetti ai servizi dei Comuni e delle Provincie;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 13 luglio 1945, n. 446, istitutivo dell'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica;

Visto il decreto del Prefetto di Varese in data 24 luglio 1947, n. 19538, con cui è stato indetto il concorso pubblico per titoli ed esami al posto di coadiutore del reparto medico-micrografico del Laboratorio provinciale di igiene e profilassi di Varese;

Decreta:

E' nominata la Commissione per il concorso pubblico per titoli ed esami al posto di coadiutore del reparto medico del Laboratorio provinciale di igiene e profilassi di Varese.

La Commissione stessa è così costituita:

Presidente:

dott. Boffillo Jodici, vice prefetto;

Membri:

prof. Augusto Giovanardi;
prof. Emilio Veratti;
prof. Giuseppe Penso, dell'Istituto superiore di sanità;
prof. Celestino Gozzi;

Segretario:

dott. Francesco Lillo.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica ed avrà la sua sede in Varese.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura di Varese.

Roma, addì 11 giugno 1948

L'Alto Commissario: COTELLESSA

(3168)

MINISTERO DELL'INDUSTRIA E DEL COMMERCIO

Graduatoria del concorso per esami a tredici posti di ispettore metrico aggiunto in prova (grado 11°, gruppo B) nel ruolo dell'Amministrazione metrica e del saggio dei metalli preziosi.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto il regio decreto-legge 16 febbraio 1931, n. 134, che approva alcuni ruoli organici del Ministero delle corporazioni;

Visto il regio decreto 19 gennaio 1939, n. 206, che modifica il ruolo organico del personale dell'Amministrazione metrica e del saggio dei metalli preziosi;

Visto il decreto Ministeriale 20 marzo 1947, registrato alla Corte dei conti il 26 aprile successivo, registro n. 9 Industria e commercio, foglio n. 77, con il quale venne indetto un concorso a tre posti di ispettore metrico aggiunto in prova, nell'Amministrazione metrica e del saggio dei metalli preziosi;

Vista la relazione presentata dalla Commissione giudicatrice del concorso medesimo;

Visto l'art. 44 del regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2960;

Decreta:

Art. 1.

E' approvata la seguente graduatoria del concorso per esami a tredici posti di ispettore metrico aggiunto in prova (grado 11°, gruppo *B*) nel ruolo dell'Amministrazione metrica e del saggio dei metalli preziosi, bandito con il decreto Ministeriale 20 marzo 1947, citato nelle premesse:

1. Borghesi Attilio, con voto complessivo 16,500 su 20;
2. Giannuzzi Brizio, con voto complessivo 16 su 20;
3. Di Tomaso Tullio, con voto complessivo 15,500 su 20;
4. Basile Onofrio, con voto complessivo 15,250 su 20;
5. Peronaci Giuseppe, con voto complessivo 14,500 su 20;
6. D'Alesio Ernesto, con voto complessivo 13,750 su 20;
7. Anzilotti Ettore, con voto complessivo 13,625 su 20;
8. Numis Vittorio, con voto complessivo 13,500 su 20;
9. Annecchino Nicola, con voto complessivo 13,250 su 20;
10. Rossi Roberto, con voto complessivo 13 su 20.

Art. 2.

I seguenti candidati sono dichiarati vincitori del concorso suddetto, nell'ordine appresso indicato:

1. Borghesi Attilio
2. Giannuzzi Brizio
3. Di Tomaso Tullio
4. Basile Onofrio
5. Peronaci Giuseppe
6. D'Alesio Ernesto
7. Anzilotti Ettore
8. Numis Vittorio
9. Annecchino Nicola
10. Rossi Roberto

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione e sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Roma, addì 21 giugno 1948

Il Ministro: LOMBARDO

Registrato alla Corte dei conti, addì 3 *luglio* 1948
Registro Industria e commercio n. 4, *foglio n.* 2. — BRUNO

(3219)

GIOLITTI GIUSEPPE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma Istituto Poligrafico dello Stato G. C.